

MINISTERE DES FINANCES

Comité de la Balance des Paiements

Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BALANCE DES PAIEMENTS

DU MALI

ANNEE 1996

Dans les pays en voie de développement, le produit intérieur brut s'est inscrit en hausse de 7 %. Cette moyenne cache les disparités entre les différentes régions du monde. Ainsi, le taux de croissance du PIB a été de 8 % en Asie, 5 % en Afrique, 3,9 % en Europe centrale et orientale, et 3,0 % en Amérique latine. Le taux d'inflation, quoiqu'en décélération, s'est situé néanmoins à 13,3 %, pour l'ensemble de cette catégorie de pays. Il s'est situé en particulier à 28,7 % en Afrique subsaharienne, contre 7,9 % en Asie.

Pour leur part, les économies **des pays membres de PUEMOA** ont enregistré des performances satisfaisantes, à la faveur notamment de la poursuite des efforts qu'ils ont déployés, en vue d'améliorer les conditions internes de production. Le produit intérieur brut de l'Union a ainsi augmenté de 5,9 %, et les pressions inflationnistes ont été contenues.

Au cours de l'année 1996, **l'évolution des marchés des changes** a été influencée par celle des taux d'intérêt à court terme sur les marchés monétaires. A l'exception du dollar des Etats-Unis et de la livre sterling, les principales devises se sont inscrites en retrait par rapport aux tendances observées en 1995.

Ainsi, comparés à ceux de l'année précédente, les cours moyens du franc CFA par rapport aux monnaies étrangères se sont, pour la plupart, inscrits en retrait, à l'exception de la lire italienne, du dollar des Etats-Unis et de la livre sterling qui ont connu des appréciations respectives de 8,2 %, 2,5 % et de 1,5 %.

Sur les marchés monétaires, la maîtrise des pressions inflationnistes dans les principaux pays industrialisés a favorisé le maintien de taux d'intérêt relativement bas et stables. Dans ces conditions, les autorités monétaires allemandes et françaises ont opté pour une réduction de leurs principaux taux directeurs, tandis que celles du Japon ont décidé de ne pas modifier les leurs. La Réserve fédérale américaine a également procédé à un abaissement de ses taux directeurs. La Banque d'Angleterre, après avoir assoupli, dans un premier temps, sa politique monétaire, a décidé par la suite de son resserrement.

Sur les marchés financiers, les indices des principales places boursières, à l'exception de celle de Tokyo, se sont inscrits en hausse, enregistrant même souvent des records historiques.

S'agissant du secteur secondaire, la valeur ajoutée a progressé de 7,6 % en 1996, sous l'impulsion de la consolidation de la reprise de l'activité industrielle et du développement de l'exploitation minière. L'indice de la production industrielle s'est accrue de 7,4 % par rapport à 1995. Les données disponibles sur les grandes unités industrielles confirment cette orientation caractérisée par un renforcement de la production et des ventes. En particulier, l'activité des branches agro-alimentaires a tiré profit de l'accroissement des revenus des ménages dans le milieu rural, accroissement consécutif à l'essor des cultures de rente, notamment le coton. Ainsi, la production d'huile et de savon a connu une hausse de 46,6 %, en ressortant à 208.700 tonnes. Celles de la minoterie, du textile et de la brasserie se sont accrues respectivement de 3,5 %, 8,3 % et 13,3 %. En revanche, les fabriques de cigarettes & allumettes et de tôles ont enregistré des baisses respectives de 27,0 % et 8,0 %. Toutefois, les ventes de tôles ont progressé de 14,0 %, par rapport à 1995. L'activité minière a connu une évolution favorable, les exportations d'or brut ayant atteint 6.584 kilogrammes en 1996, soit une hausse de 6,9 % par rapport à 1995.

Les entreprises du secteur tertiaire ont tiré profit du dynamisme des autres secteurs de l'activité économique, dans un contexte de plus en plus déréglementé et concurrentiel. Le retour progressif de la paix au nord a contribué à relancer les activités dans le domaine du tourisme.

La politique des revenus et des prix a été marquée par la modération de la masse salariale de la fonction publique et un accroissement des revenus versés au monde rural, suite à l'expansion des recettes des produits d'exportation.

Le niveau général des prix, mesuré par l'indice des prix à la consommation, indique une inflation modérée en 1996. Par rapport à leur niveau de 1995, les prix se sont inscrits, à la fin de 1996, en hausse de 2,8 %. Cette faible progression des prix à la consommation est essentiellement imputable à la fonction « alimentation » du panier de la ménagère.

Au plan des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 1996 témoigne du rétablissement progressif de l'équilibre des finances publiques, en relation avec, d'une part, la poursuite des réformes fiscales fondée sur l'élargissement de l'assiette et la réorganisation de l'administration et, d'autre part, la poursuite des politiques de maîtrise des dépenses publiques. Par ailleurs, le Gouvernement malien a bénéficié d'une assistance budgétaire notable (61,3 milliards FCFA), de la part de ses partenaires au développement, dans le cadre de l'exécution du premier programme annuel de la deuxième Facilité d'ajustement structurel renforcée accordée au Mali par les institutions de Bretton Woods.

TABLEAU 1 : Evolution de la balance des paiements de 1992 à 1996
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-66 734	-56 720	-97 119	-143 674	-133 412
Biens	-43 070	-34 102	-63 452	-57 385	-60 686
dont marchandises générales	-58 882	-49 302	-91 252	-92 985	-99 978
Services nets	-93 623	-81 918	-139 385	-173 919	-149 129
Transports	-52 380	-54 997	-103 161	-109 729	-114 925
Voyages	-10 853	-8 592	-10 256	-11 863	-8 078
Autres services aux entreprises	-23 646	-11 441	-22 803	-50 135	-22 830
Serv. fournis ou reçus par les AP	-6 744	-6 888	-3 165	-2 192	-3 296
Revenus nets	-6 550	-2 746	-20 763	-19 561	-22 013
Rémunération des salariés	919	946	1 692	729	676
Revenus des investissements	-7 469	-3 692	-22 455	-20 290	-22 689
Transferts courants nets	76 509	62 046	126 481	107 191	98 416
Transferts courants des AP	56 936	35 586	79 399	59 372	52 308
Transf. courants des autres secteurs	19 573	26 460	47 082	47 819	46 108
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	69 711	50 878	93 833	145 969	126 406
Compte de capital	41 081	35 018	61 608	65 000	70 610
Compte d'opérations financières	28 630	15 860	32 225	80 969	55 796
Investissements directs	-5 760	1 150	9 670	55 620	22 164
Investissements de portefeuille					298
Autres investissements	36 299	27 652	43 416	65 377	100 864
dont capitaux publics	34 534	28 307	50 592	89 666	82 200
Avoirs de réserves	-1 909	-12 942	-20 861	-40 028	-67 530
Erreurs et omissions nettes	-2 977	5 842	3 266	-2 295	7 006

1. Evolution de la balance commerciale

En 1996, le déficit commercial, en termes FOB, s'est légèrement détérioré, en s'établissant à 60.686 millions de FCFA, contre 57.385 millions en 1995. Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 78,5 %, contre 79,4 % une année plus tôt.

1.1 Evolution des exportations

Sur la base des données ajustées, les exportations totales ont progressé de 0,4 %, en passant de 220.539 millions de FCFA en 1995 à 221.414 millions de FCFA en 1996. Leur structure n'a guère évolué, celle-ci restant marquée par la prédominance de trois produits, à savoir la fibre de coton, les animaux vivants et l'or. Ces trois produits ont représenté, en valeur, 91,2 % des exportations totales en 1996.

La faible progression des exportations totales est imputable à la baisse notable des exportations d'animaux vivants (-25,1 %), en liaison essentiellement avec, d'une part, l'accroissement de la demande domestique et, d'autre part, l'amenuisement des marges des exportateurs maliens de bétail sur les marchés extérieurs, notamment ivoiriens. L'effet de cette contraction a été amoindri par la hausse des exportations de coton-fibre et d'or.

S'agissant de la fibre de coton, l'accroissement des exportations est consécutif à une hausse notable du volume exporté (8,7 %), les prix réalisés par la CMDT étant en légère baisse par rapport à ceux de l'année précédente.

Les exportations d'or, pour leur part, ont bénéficié à la fois d'un accroissement du volume exporté (6,9 %) et d'un meilleur prix moyen de vente, comparé à son niveau de 1995, bien que l'orientation du cours de l'or sur les marchés internationaux ait été à la baisse en 1996.

TABLEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure sur les exportations
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Exportations totales	96 369	105 316	185 949	220 539	221 414
Service de la dette (*)	46 200	45 000	88 740	79 600	74 800
Service de la dette/export en %	47,9	42,7	47,7	36,1	33,8

* Service de la dette extérieure = principal + intérêts

Le ratio « service de la dette sur exportations » s'est sensiblement amélioré, en passant de 36,1 % en 1995 à 33,8 % en 1996. Cette amélioration découle d'un repli du service de la dette qui s'est inscrit à 74.800 millions de FCFA, contre 79.600 millions en 1995. Ces montants comprennent le service de la dette dû à la Russie et à la Chine, service qui fait l'objet d'un moratoire de paiement.

1.2 Evolution des importations

Les importations FOB ont progressé de 1,5 %, en passant de 277.924 millions de FCFA en 1995 à 282.100 millions de FCFA en 1996. La faiblesse de cette augmentation des importations totales a été induite par l'évolution des importations de biens d'équipement qui se sont inscrites en baisse sensible en 1996. L'année 1995 a enregistré les gros investissements réalisés à la mine d'or de Sadiola. La baisse des importations d'équipement a été compensée par la hausse de celles des produits alimentaires, des produits pétroliers et des autres biens de consommation.

TABLEAU 7 : Evolution des importations de biens (CAF)
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Marchandises générales	190 385	191 939	349 370	385 382	394 570
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens					
Achats de biens dans les aéroports					597
TOTAL	190 385	191 939	349 370	385 382	395 167

TABLEAU 10 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales
(en millions de francs CFA)

PRODUITS	1992	1993	1994	1995	1996
Produits alimentaires	30 823	31 035	48 383	55 880	58 026
part en %	16,2	16,2	13,8	14,5	14,7
Produits pétroliers	22 234	20 950	43 629	42 036	52 256
part en %	11,7	10,9	12,5	10,9	13,2
Machines et véhicules	37 543	76 395	101 775	125 885	115 400
part en %	19,7	39,8	29,1	32,7	29,2
Matériaux de construction	20 557	24 696	33 800	39 400	39 800
part en %	10,8	12,9	9,6	10,2	10,1
Produits chimiques	20 254	13 300	84 868	54 582	54 582
part en %	10,6	6,9	24,3	14,2	13,8
Autres	58 974	25 563	37 115	67 599	75 103
part en %	52,4	33,1	34,9	31,7	32,8
TOTAL	190 385	191 939	349 370	385 382	395 167

2. Evolution de la balance des services

Le déficit des services s'est sensiblement réduit. En effet, il est passé de 173.919 millions de FCFA en 1995 à 149.129 millions de FCFA en 1996, soit un repli de 14,3 %.

2.1 Les transports

L'évolution de la rubrique « transports » est imprimée par celle du fret sur les importations. Du fait de la continentalité du pays, le fret est à l'origine du déficit chronique et important des services.

En 1996, le déficit des « transports » s'est établi à 114.925 millions de FCFA, contre 109.729 millions une année auparavant, soit une détérioration de 4,7 %. Le déficit du fret, pour sa part, s'est inscrit à 107.347 millions de FCFA contre 102.665 millions en 1995. Les autres composantes de la rubrique « transports », que sont essentiellement les billets de passages, les services aéro-portuaires et l'avitaillement, se sont également détériorés, en s'établissant à -7.578 millions, au lieu de -7.064 millions en 1995.

2.3 Les autres services

Le solde des « autres services » est ressorti déficitaire de 22.830 millions en 1996, contre 50.135 millions de FCFA l'année précédente, soit une amélioration de 27.305 millions de FCFA. Cette embellie fait suite à une forte détérioration enregistrée en 1995, du fait des services de prospection à Sadiola.

TABEAU 14 : Evolution des autres services
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Services de BTP					546
Services d'assurance	-1 591	-1 668	-2 618	-2 805	-2 502
dont assurance sur marchandises	-952	-960	-1 747	-1 927	-1 950
Autres services aux entreprises	-22 055	-9 773	-20 185	-47 330	-20 874
TOTAL AUTRES SERVICES	-23 646	-11 441	-22 803	-50 135	-22 830

2.4 Les services fournis ou reçus par les administrations

Ce poste recense les transactions non reprises ailleurs du gouvernement central, des représentations diplomatiques et consulaires et des institutions internationales. Son déficit s'est creusé entre 1995 et 1996, en passant de 2.192 millions de FCFA à 3.296 millions de FCFA.

TABEAU 15 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Serv. fournis ou reçus par les A.P.	-6 744	-6 888	-3 185	-2 192	-3 296

4. - Evolution de la balance des transferts courants

Le solde excédentaire de ces transferts s'est sensiblement contracté en 1996 (98.416 millions), comparé à son niveau de 1995 (107.191 millions). Ce repli de 8,2 % est essentiellement imputable aux transferts courants des administrations publiques.

TABLEAU 17 : Evolution des transferts courants
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Transf. courants des A.P.	56 938	35 586	79 399	59 372	52 308
Dont aides budgétaires	22 600	12 000	42 800	29 400	26 700
Transf. courants "Autres secteurs"	19 573	28 460	47 082	47 819	46 108
dt: économies des Maliens de l'ext,	30 851	35 573	55 289	55 959	55 377
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	76 509	62 046	126 481	107 191	98 416

4.1. Les transferts courants des administrations publiques

Les transferts courants des administrations publiques se sont inscrits en baisse de 11,9 %, en se situant à 52.308 millions de FCFA. Les subventions budgétaires, l'une des principales composantes de cette rubrique, ont évolué dans la même tendance, en affichant une baisse de 9,2 % (26.700 millions de FCFA en 1996, contre 29.400 millions en 1996).

4.2. Les transferts courants des autres secteurs

Tout comme celui des transferts courants des administrations publiques, le solde excédentaire des transferts courants des autres secteurs s'est inscrit en baisse en 1996, par rapport à 1995. En effet, il est ressorti à 46.108 millions de FCFA contre 47.819 millions en 1995, soit un repli de 3,6 %. La principale composante de cette rubrique, à savoir les envois de fonds des Maliens de l'extérieur, s'est également inscrite dans la tendance baissière, avec un repli de 1,0 %.

TABLEAU 19 : Evolution du compte d'opérations financières
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Investissements directs	-5 760	1 150	9 670	55 620	22 164
Investissements de portefeuille					298
Autres investissements	36 299	27 652	43 416	65 377	100 864
dont capitaux publics	34 534	28 307	50 592	89 666	82 200
Avoirs de réserves	-1 909	-12 942	-20 861	-40 028	-67 530
SOLDE DES OPERATIONS FIN.	28 630	15 860	32 225	80 969	55 796

TABLEAU 20 : évolution du financement exceptionnel
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Rééchelonnement	29 456	30 622	51 800	44 800	41 000
- dette existante					
- arriérés					
Variations d'arriérés	3 700	5 000	-19 800		
- accumulations d'arriérés	3 700	5 000			
- remboursements d'arriérés			-19 800		
TOTAL FIN, EXCEPTIONNEL	33 156	35 622	32 000	44 800	41 000

2-1. Les investissements directs

Le repli notable des flux d'investissements directs est localisé au niveau du secteur minier. En effet, comparés à leur niveau de l'année 1995 qui a enregistré de gros investissements à Sadiola au titre des prospections et de la construction de l'usine d'extraction d'or, les investissements dans le secteur minier se sont inscrits nettement en retrait. Nonobstant cette baisse sensible des investissements directs en 1996, leur niveau reste relativement élevé, comparé à ce qu'il était en 1994.

ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE

1.- Banques de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts se sont raffermis, en se situant à 58.612 millions de FCFA, contre 54.422 millions en 1995. Cette situation découle d'une baisse des engagements extérieurs bruts (-20.738 millions de FCFA) plus prononcée que celle des avoirs extérieurs bruts (-16.548 millions de FCFA). Les engagements à moyen et long terme, pour leur part, ont enregistré une hausse de 30,4 % en 1996, en s'établissant à 6.110 millions de FCFA.

TABLEAU 21 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1992	1993	1994	1995	1996
Avoirs	11 514	8 490	67 926	88 118	71 570
dont banques et correspondants	9 769	7 449	42 668	49 661	45 472
Engagements	17 783	16 533	29 050	33 696	12 958
Court terme	8 707	8 827	12 191	45 336	6 848
dont banques et correspondants	876	3 475	2 503	5 449	1 850
Moyen et long terme	4 319	3 621	6 885	4 685	6 110
POSITION MONETAIRE EXT.	-6 269	-8 043	38 876	54 422	58 612

2.- Banque centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont enregistré une forte hausse, en s'établissant à 143.767 millions de FCFA, contre 80.959 millions en 1995. Cette embellie découle d'un accroissement de 42,4 % des avoirs extérieurs bruts, les situant à 225.958 millions de FCFA. L'accroissement de moindre importance des engagements extérieurs bruts est exclusivement imputable aux crédits au Fonds monétaire international. Au cours de l'année 1996, les tirages sur cette institution, au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée, se sont élevés à 15.486 millions de FCFA, et les rachats à 4.031 millions de FCFA.

3- La Position extérieure globale

La Position extérieure globale (PEG) d'une économie est le bilan ou l'état du stock d'avoirs et engagements financiers de l'ensemble de ses résidents vis-à-vis du reste du monde. Ainsi, elle prend en compte la position extérieure des :

- autorités monétaires,
- administrations publiques,
- banques,
- autres secteurs.

Sur la base des informations disponibles et intégrées, la PEG du Mali est ressortie débitrice de 1.070.151 millions de FCFA. Cette situation est essentiellement imputable aux administrations publiques, dont les engagements extérieurs (encours de la dette publique extérieure hors FMI) se sont élevés à 1.225.500 millions de FCFA.

Année 1996

D Mali / Monde après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	9	93	Compte des transactions courantes	393 678	527 090	-133 412
0						
4	1	00	Biens	221 414	282 100	-60 686
4	1	10	Marchandises générales	181 525	281 503	-99 978
4	1	20	Autres biens	39 889	597	39 292
0						
4	2	00	Services	47 001	196 130	-149 129
4	2	05	Transports	14 751	129 676	-114 925
4	2	03	- dont fret	3 770	111 117	-107 347
4	2	36	Voyages	12 322	20 400	-8 078
4	2	91	Services fournis ou reçus par les administrations	10 126	13 422	-3 296
4	2	98	Autres services	9 802	32 632	-22 830
0						
4	3	00	Revenus	13 609	35 622	-22 013
4	3	10	Rémunération des salariés	1 262	586	676
4	3	20	Revenus des investissements	12 347	35 036	-22 689
4	3	05	- dont intérêts sur dette publique		13 900	-13 900
0						
4	3	79	Transferts courants	111 654	13 238	98 416
4	3	80	Administrations publiques	54 108	1 800	52 308
4	3	90	Autres secteurs	57 546	11 438	46 108
0						
4	9	97	Compte de capital et d'opérations financières	268 828	77 619	191 209
4	4	00	Transferts de capital	70 625		70 625
4	4	01	Administrations publiques	69 800		69 800
4	4	02	Remises de dettes			
4	4	10	Autres	69 800		69 800
4	4	30	Autres secteurs	825		825
4	4	80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		15	-15
0						
4	5	00	Investissements directs	24 144	1 980	22 164
4	5	05	De l'économie à l'étranger	139	934	-795
4	5	55	De l'étranger dans l'économie	24 005	1 046	22 959
0						
4	5	99	Investissements de portefeuille	870	572	298
4	6	01	De l'économie à l'étranger		572	-572
4	6	51	De l'étranger dans l'économie	870		870
0						
4	6	99	Autres investissements	173 189	75 052	98 137
4	7	01	De l'économie à l'étranger	5 592	10 730	-5 138
4	7	13	Administrations publiques			
4	7	51	De l'étranger dans l'économie	167 597	64 322	103 275
4	7	63	Administrations publiques	143 100	60 900	82 200
4	7	78	Autres secteurs	24 497	3 422	21 075
0						
0	0	00	Pour mémoire			
4	8	20	Financements exceptionnels	41 000		41 000
4	8	31	Rééchelonnements	41 000		41 000
4	9	22	Remises de dettes			

Année 1996

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	9	32	Total des arriérés			
4	9	48	Autres			
0						
4	9	98	Erreurs et omissions nettes	7 006		7 006
0						
4	9	90	Solde global	828 950	764 147	64 803
0						
4	7	02	Avoirs et engagements extérieurs	57 247	122 050	-64 803
0						
4	7	05	Autorités monétaires	13 416	74 029	-60 613
4	7	16	Avoirs	303	67 833	-67 530
4	7	82	Engagements	13 113	6 196	6 917
0	0	00	Pour mémoire			
4	8	05	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	2 416	221	2 195
0						
4	7	35	Banques	43 831	48 021	-4 190
4	7	29	Avoirs	43 666	27 118	16 548
4	7	79	Engagements	165	20 903	-20 738

Année 1996

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	- Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	393 678	527 080	-133 412
0				
4 1 00	Biens	221 414	282 100	-60 686
4 1 10	.Marchandises générales	181 525	281 503	-99 978
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	.Réparations de biens	6		6
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	138	597	-459
4 1 71	. Dans les ports maritimes			
4 1 72	. Dans les aéroports	138	597	-459
4 1 73	. Dans d'autres ports			
4 1 80	.Or non monétaire	39 745		39 745
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	39 745		39 745
0				
4 2 00	Services	47 001	196 130	-149 129
4 2 05	.Transports	14 751	129 676	-114 925
4 2 06	.Transports maritimes		40 131	-40 131
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		40 131	-40 131
4 2 09	. Autres			
4 2 10	.Transports aériens	7 794	18 937	-11 143
4 2 11	. Passagers	1 343	14 877	-13 534
4 2 12	. Fret	1 351	2 451	-1 100
4 2 13	. Autres	5 100	1 609	3 491
4 2 14	.Autres transports	6 957	70 608	-63 651
4 2 15	. Passagers	38		38
4 2 16	. Fret	2 419	68 535	-66 116
4 2 17	. Autres	4 500	2 073	2 427
4 2 36	.Voyages	12 322	20 400	-8 078
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	3 724	14 558	-10 834
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	. Autres	3 724	14 558	-10 834
4 2 40	. Voyages à titre personnel	8 598	5 842	2 756
4 2 41	. Pour raisons de santé			
4 2 42	. A but éducatif	1 600	2 933	-1 333
4 2 43	. A d'autres fins	6 998	2 909	4 089
4 2 45	.Services de communication	81	399	-318
4 2 46	. Services de bâtiment et travaux publics	596	50	546
4 2 53	.Services d'assurances	402	2 804	-2 502
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pen			
4 2 55	. Assurance du fret	26	1 976	-1 950
4 2 56	. Autres assurances directes		83	-83
4 2 57	. Réassurance	111	803	-692
4 2 58	. Services auxiliaires	285	42	223
4 2 60	.Services financiers	2 282	428	1 853
4 2 62	.Services d'informatique et d'information		62	-62
4 2 66	.Redevances et droits de licence		1 017	-1 017

Année 1996

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	2	68	Autres services aux entreprises	6 441	27 771	-21 330
4	2	69	Négoce international et autres services liés au	5 539		5 539
4	2	70	Négoce international	5 539		5 539
4	2	71	Autres			
4	2	72	Location-exploitation	8	22	-14
4	2	73	Divers services aux entreprises, spécialisés et t	894	27 749	-26 855
4	2	74	Services juridiques, de compta., conseil en ge			
4	2	75	Services juridiques			
4	2	76	Comptabilité, vérifi. des optes, tenue des livres			
4	2	77	Conseil en gestion des entreprises et relations			
4	2	78	Publicité, études de marché et sondages d'opini	20	18	2
4	2	79	Recherche et développement			
4	2	80	Architecture, ingénierie et autres services techn		10 640	-10 640
4	2	81	Services agricoles, miniers et traitement sur pla		3 268	-3 266
4	2	82	Traitement des déchets et dépollution			
4	2	83	Autres			
4	2	84	Autres services		4	-4
4	2	85	Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4	2	87	Services personnels, culturels et relatifs aux lois			
4	2	88	*****			
4	2	89	Autres			
4	2	91	Services fournis ou reçus par les administrations	10 126	13 422	-3 296
4	2	92	Ambassades et consulats	9 613	5 825	3 788
4	2	93	Unités et organismes militaires			
4	2	94	Autres	513	7 597	-7 084
0						
4	3	00	Revenus	13 609	35 822	-22 013
4	3	10	Rémunération des salariés	1 262	586	676
4	3	20	Revenus des investissements	12 347	35 036	-22 689
4	3	30	Investissements directs	59	8 630	-8 571
4	3	31	Revenus des titres de participation	59	8 519	-8 460
4	3	32	Dividendes et bénéfices distribués	14	660	-636
4	3	33	Bénéfices réinvestis	45	7 869	-7 824
4	3	34	Revenus des titres de créance		111	-111
4	3	39	Investissements de portefeuille	1 062	3 025	-1 963
4	3	40	Revenu des titres de participation	14	641	-627
4	3	41	Autorités monétaires			
4	3	42	Administrations publiques			
4	3	43	Banques		85	-85
4	3	44	Autres secteurs	14	556	-542
4	3	49	Revenus des titres de créance	1 048	2 384	-1 336
4	3	50	Obligations et autres titres d'emprunt	783	2 094	-1 311
4	3	51	Autorités monétaires			
4	3	52	Administrations publiques			
4	3	53	Banques	767	79	688
4	3	54	Autres secteurs	16	2 015	-1 999
4	3	60	Instruments du marché monétaire et dérivé	249	40	209
4	3	61	Autorités monétaires			
4	3	62	Administrations publiques			

Année 1996

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
				249	40	209
4	3	63	Banques			
4	3	64	Autres secteurs	11 226	23 381	-12 155
4	3	70	Autres investissements	6 961	800	6 161
4	3	71	Autorités monétaires		13 900	-13 900
4	3	72	Administrations publiques	4 040	892	3 148
4	3	73	Banques	225	7 789	-7 564
4	3	74	Autres secteurs			
0				111 654	13 238	98 416
4	3	79	Transferts courants	54 108	1 800	52 308
4	3	80	Administrations publiques	57 546	11 438	46 108
4	3	90	Autres secteurs	55 377	11 016	44 361
4	3	91	Envois de fonds des travailleurs	2 169	422	1 747
4	3	92	Autres transferts			
0				326 075	199 669	126 406
4	9	96	Compte de capital et d'opérations financières			
0				70 625	15	70 610
4	9	94	Compte de capital	70 625		70 625
4	4	00	Transferts de capital	69 800		69 800
4	4	01	Administrations publiques			
4	4	02	Remises de dettes			
4	4	10	Autres	69 800		69 800
4	4	30	Autres secteurs	825		825
4	4	31	Transferts des migrants			
4	4	32	Remises de dettes			
4	4	40	Autres transferts	825		825
4	4	80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		15	-15
0				255 450	199 654	55 796
4	9	95	Compte d'opérations financières			
0				24 144	1 980	22 164
4	5	00	Investissements directs	139	934	-795
4	5	05	De l'économie à l'étranger		934	-934
4	5	06	Capital social et bénéfices réinvestis		889	-889
4	5	10	Capital social		45	-45
4	5	25	Bénéfices réinvestis			
4	5	30	Autres transactions	139		139
4	5	35	Créances sur les entreprises apparentées			
4	5	40	Engagements envers les entreprises appare	139		139
4	5	55	De l'étranger dans l'économie	24 005	1 046	22 958
4	5	56	Capital social et bénéfices réinvestis	16 171	102	16 069
4	5	60	Capital social	8 302	102	8 200
4	5	75	Bénéfices réinvestis	7 869		7 869
4	5	80	Autres transactions	7 834	944	6 890
4	5	85	Créances sur les investisseurs directs			
4	5	90	Engagements envers les investisseurs direct	7 834	944	6 890
0				870	572	298
4	6	00	Investissements de portefeuille			
0					572	-572
4	6	02	Avoirs		72	-72
4	6	10	Titres de participation			

Année 1996

D Mali			/ Monde	après ajustement		
Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	6	11	Autorités monétaires			
4	6	12	Administrations publiques			
4	6	13	Banques			
4	6	14	Autres secteurs		72	-72
4	6	19	Titres de créances		500	-500
4	6	20	Obligations et autres titres d'emprunt		500	-500
4	6	21	Autorités monétaires			
4	6	22	Administrations publiques			
4	6	23	Banques			
4	6	24	Autres secteurs		500	-500
4	6	30	Instruments du marché monétaire			
4	6	31	Autorités monétaires			
4	6	32	Administrations publiques			
4	6	33	Banques			
4	6	34	Autres secteurs			
4	6	40	Dérivés financiers			
4	6	41	Autorités monétaires			
4	6	42	Administrations publiques			
4	6	43	Banques			
4	6	44	Autres secteurs			
0						
4	6	52	Engagements	870		870
4	6	60	Titres de participation	1		1
4	6	63	Banques			
4	6	64	Autres secteurs	1		1
4	6	69	Titres d'engagement	869		869
4	6	70	Obligations et autres titres d'emprunt	825		825
4	6	71	Autorités monétaires			
4	6	72	Administrations publiques			
4	6	73	Banques			
4	6	74	Autres secteurs	825		825
4	6	80	Instruments du marché monétaire			
4	6	81	Autorités monétaires			
4	6	82	Administrations publiques			
4	6	83	Banques			
4	6	84	Autres secteurs			
4	6	90	Dérivés financiers	44		44
4	6	91	Autorités monétaires			
4	6	92	Administrations publiques			
4	6	93	Banques			
4	6	94	Autres secteurs	44		44
0						
4	7	00	Autres investissements	230 133	129 269	100 864
0						
4	7	03	Avoirs	49 258	37 848	11 410
4	7	06	Crédits commerciaux	4 436	2 273	2 163
4	7	07	Administrations publiques			
4	7	08	Long terme			
4	7	09	Court terme			

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Balance des paiements

Année 1996

/ Monde

après ajustement

D Mali

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	7	10	Autres secteurs	4 436	2 273	2 163
4	7	11	Long terme			
4	7	12	Court terme			
4	7	14	Prêts	24 949	21 048	3 901
4	7	15	Autorités monétaires			
4	7	17	Long terme			
4	7	18	Court terme			
4	7	19	Administrations publiques			
4	7	20	Long terme			
4	7	21	Court terme			
4	7	22	Banques	23 799	20 980	2 819
4	7	23	Long terme		19 331	-19 331
4	7	24	Court terme	23 799	1 649	22 150
4	7	25	Autres secteurs	1 150	68	1 082
4	7	26	Long terme			
4	7	27	Court terme			
4	7	30	Monnaie fiduciaire et dépôts	8 956	9 320	-364
4	7	31	Autorités monétaires			
4	7	32	Administrations publiques			
4	7	33	Banques	8 956	6 138	2 818
4	7	34	Autres secteurs		3 182	-3 182
4	7	36	Autres avoirs	10 917	5 207	5 710
4	7	37	Autorités monétaires			
4	7	38	Long terme			
4	7	39	Court terme			
4	7	40	Administrations publiques			
4	7	41	Long terme			
4	7	42	Court terme	10 911		10 911
4	7	43	Banques			
4	7	44	Long terme	10 911		10 911
4	7	45	Court terme	6	5 207	-5 201
4	7	46	Autres secteurs			
4	7	47	Long terme			
4	7	48	Court terme			
0				180 875	91 421	89 454
4	7	53	Engagements	21 039	1 256	19 783
4	7	56	Crédits commerciaux			
4	7	57	Administrations publiques			
4	7	58	Long terme			
4	7	59	Court terme			
4	7	60	Autres secteurs	21 039	1 256	19 783
4	7	61	Long terme			
4	7	62	Court terme			
4	7	64	Prêts	155 873	60 900	94 973
4	7	65	Autorités monétaires	11 670		11 670
4	7	66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	11 670		11 670
4	7	67	Autres prêts à long terme			
4	7	68	Prêts à court terme			
4	7	69	Administrations publiques	143 100	60 900	82 200

Année 1996

D			Mali	/ Monde	après ajustement			
Code			Intitulés		Credit	Débit	Net	
4	7	70	Long terme		143 100	60 900	82 200	
4	7	71	Court terme					
4	7	72	Banques		162		162	
4	7	73	Long terme					
4	7	74	Court terme		162		162	
4	7	75	Autres secteurs		941		941	
4	7	76	Long terme					
4	7	77	Court terme					
4	7	80	Monnaie fiduciaire et dépôts		1 439	21 179	-19 740	
4	7	81	Autorités monétaires		1 436	276	1 160	
4	7	83	Banques		3	20 903	-20 900	
4	7	86	Autres engagements		2 524	8 086	-5 562	
4	7	87	Autorités monétaires		7	5 920	-5 913	
4	7	88	Long terme					
4	7	89	Court terme					
4	7	90	Administrations publiques					
4	7	91	Long terme					
4	7	92	Court terme					
4	7	93	Banques					
4	7	94	Long terme					
4	7	95	Court terme					
4	7	96	Autres secteurs		2 517	2 166	351	
4	7	97	Long terme					
4	7	98	Court terme					
0								
4	8	00	Avoirs de réserve		303	67 833	-67 530	
4	8	10	Or monétaire					
4	8	20	DTS		81	8	73	
4	8	30	Position de réserve au FMI		195	213	-18	
4	8	40	Avoirs en devises		27	67 612	-67 585	
4	8	45	Monnaie fiduciaire et dépôts		27	67 612	-67 585	
4	8	50	Auprès des autorités monétaires					
4	8	55	Auprès des banques					
4	8	60	Titres					
4	8	65	Titres de participation					
4	8	70	Obligations et autres titres d'emprunt					
4	8	75	Instruments du marché monétaire et dérivés					
4	8	80	Autres créances					
0								
4	9	98	Erreurs et omissions nettes		7 006		7 006	

Année 1996

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Montant
8	9	88	AVOIRS	352 610
8	5	05	Investissements directs à l'étranger	968
8	5	06	Capital social et bénéfices réinvestis	934
8	5	30	Autres capitaux	34
8	6	02	Investissements de portefeuille	31 496
8	6	10	Titres de participation	497
8	6	13	dont : banques	255
8	6	19	Titres de créances	30 999
8	6	20	Obligations et autres titres d'emprunt	25 460
8	6	23	dont : banques	24 960
8	6	30	Instruments du marché monétaire	5 539
8	6	33	dont : banques	3 500
8	6	40	Dérivés financiers	
8	6	43	dont : banques	94 188
8	7	03	Autres investissements	11 544
8	7	06	Crédits commerciaux	21 989
8	7	14	Prêts	
8	7	15	Autorités monétaires	
8	7	19	Administrations publiques	21 494
8	7	22	Banques	19 331
8	7	23	Long terme	2 163
8	7	24	Court terme	495
8	7	25	Autres secteurs	49 401
8	7	30	Monnaie fiduciaire et dépôts	
8	7	31	Autorités monétaires	
8	7	32	Administrations publiques	47 496
8	7	33	Banques	1 905
8	7	34	Autres secteurs	11 254
8	7	36	Autres avoirs	
8	7	37	Autorités monétaires	
8	7	40	Administrations publiques	2 580
8	7	43	Banques	
3	7	44	Long terme	2 580
8	7	45	Court terme	8 674
8	7	46	Autres secteurs	225 958
8	8	00	Avoirs de réserve	
8	8	10	Or monétaire	156
8	8	20	DTS	6 556
8	8	30	Position de réserve au FMI	219 246
8	8	40	Monnaies étrangères	
8	8	80	Autres créances	
0				1 422 781
8	8	89	ENGAGEMENTS	33 562
8	5	55	Investissements directs dans l'économie	24 388
8	5	58	Capital social et bénéfices réinvestis	9 174
8	5	60	Autres capitaux	2 842
8	6	52	Investissements de portefeuille: engagements	

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Position Extérieure Globale

Année 1996

après ajustement

D Mali

/ Monde

Code			Intitulés	Montant
8	6	60	Titres de participation	489
8	6	63	Banques	487
8	6	64	Autres secteurs	2
8	6	69	Titres d'engagement	2 353
8	6	70	Obligations et autres titres d'emprunt	2 309
8	6	71	Autorités monétaires	
8	6	72	Administrations publiques	
8	6	73	Banques	2 309
8	6	74	Autres secteurs	
8	6	80	Instruments du marché monétaire	
8	6	83	Banques	44
8	6	90	Dérivés financiers	
8	8	93	Banques	1 388 357
8	7	53	Autres investissements : engagements	30 015
8	7	56	Crédits commerciaux	1 339 559
8	7	64	Prêts	85 816
8	7	65	Autorités monétaires	85 816
8	7	66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	
8	7	67	Autres prêts à long terme	
8	7	68	Prêts à court terme	1 252 500
8	7	69	Administrations publiques	1 252 500
8	7	70	Long terme	
8	7	71	Court terme	162
8	7	72	Banques	
8	7	73	Long terme	162
8	7	74	Court terme	1 081
8	7	75	Autres secteurs	
8	7	76	Long terme	
8	7	77	Court terme	15 819
8	7	80	Monnaie fiduciaire et dépôts	2 568
8	7	81	Autorités monétaires	13 251
8	7	83	Banques	964
8	7	86	Autres engagements	-5 913
8	7	87	Autorités monétaires	
8	7	90	Administrations publiques	
8	7	93	Banques	6 877
8	7	96	Autres secteurs	-1 070 151
8	9	89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	

...FIN DE DOCUMENT...